

5558 20069



E/ECA/ICPP/90/38

NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique

**ANALYSE SUR LA REALITE DE LA PARTICIPATION
POPULAIRE DANS LE PROCESSUS DE REDRESSEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT DU ZAIRE**

par
Mbuyi Tuambilangana
Chef de Division, Département de la
planification économique, Zaïre



**PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS
DE REDRESSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

12-16 février 1990
Arusha (République-Unie de Tanzanie)



NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique

E/ECA/ICPP/90/38

**ANALYSE SUR LA REALITE DE LA PARTICIPATION
POPULAIRE DANS LE PROCESSUS DE REDRESSEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT DU ZAIRE**

par
Mbuyi Tuambilangana
Chef de Division, Département de la
planification économique, Zaïre



**PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS
DE REDRESSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

12-16 février 1990
Arusha (République-Unie de Tanzanie)

I. INTRODUCTION

Un développement fondé sur la participation populaire suppose que les autorités politico-administratives et les techniciens, agents de changements se mettent constamment à l'écoute des paysans pauvres. La participation populaire dans le processus de redressement et de développement d'un pays constitue une opération très difficile et délicate, qui n'a pas facilement l'adhésion escomptée de tous.

L'importance de la participation populaire dans les programmes de développement note Albert Meister ne semble plus mise en doute par personne depuis quelques années même quand il s'agit d'innombrables petits investissements exigeant peu de capital et beaucoup de travail, des campagnes intensives de mobilisation des masses ou de ses délégués auprès d'organismes d'élaboration ou de contrôle des programmes de développement. Dans tous ces cas, le succès des projets de développement dépend en grande partie de la participation active et intense des intéressés. L'examen de la participation populaire au développement permet de relever deux courants de pensée : l'un porte attention sur les techniques du "viol de foules" et aux mécanismes participationnistes de la démocratie parlementaire qui se préoccupe de comment faire participer la population, et l'autre considère comme "bonne" toutes formes de participation sans s'interroger sur sa signification exacte dans un milieu donné. Mais, quel que soit le type de groupes ou de participation considérés, tous ces groupes et toutes ces participations sont des reflets des conditions concrètes de vie et d'organisation du milieu (Albert Meister, 1969, pp. VII-IX). En effet, dans le cadre de développement, la participation est intimement liée aux conditions d'un changement structurel plus profond et donne aux populations le pouvoir de transformer l'environnement selon leurs idées.

Certes, la discussion sur le sens exact de la participation populaire au développement n'est plus à mettre en doute. Mais, l'examen minutieux de la question de savoir par qui et comment le faire n'en constitue qu'une recherche de meilleure approche pour garantir son efficacité dans le processus de développement d'un continent en général et d'un pays en particulier.

Notre exposé commence par une brève discussion de quelques considérations générales sur le concept de participation populaire avant de passer à l'analyse des expériences zaïroises en matière de la participation de la population au développement tirées de quelques actions de développement menées dans les régions du Bas-Zaïre, Bandundu et Kivu par les principaux intervenants spécialement l'Etat, les organisations non gouvernementales (ONG) et les donateurs étrangers.

II. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA PARTICIPATION POPULAIRE AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

1. Analyse du concept de participation populaire

Le concept de participation peut être défini comme la manière pour chaque individu de se lier aux autres, une forme de sociabilité tout autant que des types de groupements. Il s'agit des liens relatifs à l'idée habituelle de participation sociale, c'est-à-dire d'association volontaire de deux ou plusieurs individus dans une activité commune dont ils n'entendent pas

uniquement tirer des bénéfices personnels et immédiats (Georges Gurvitch, 1950, ch. 3 et 5). Certes, si les membres de l'association ne participent pas activement à la vie du groupement, ce dernier ne tardera pas à mourir. La participation de tous est donc la condition de survie et de développement de l'association et de ses activités.

La participation populaire peut être conçue comme un engagement direct de la population dans la prise de décisions et l'application des programmes qui la concernent. Elle ne doit pas être considérée comme un moyen de mobiliser une main-d'oeuvre à bon marché ou comme un mécanisme pour la résolution des problèmes partiels au niveau local. La participation n'est pas facile et c'est la raison pour laquelle est parfois considérée comme un fléau. Néanmoins, elle peut être facilitée en procurant des informations continues en termes clairs et compréhensibles à la population impliquée pendant la planification et l'exécution de projets de son propre développement.

Pour être efficace, la participation requiert un courant libre d'informations entre les parties concernées et devrait être basée sur une compréhension et confiance mutuelle (Education des adultes et développement, no. 35, septembre 1985, pp. 43-49).

En effet, on fait souvent appel à la population pour participer à l'exécution de travaux communautaires. On demande leur collaboration aux efforts du programme d'investissement humain décidé par l'assemblée générale du village à laquelle toute la population participait. Nous pouvons ici citer le cas du programme Kivu (Zaïre) où nous avons eu l'occasion, lors de nos missions de suivi de projets financés par les fonds de contrepartie d'origine de la CEE, de voir la population qui s'était mobilisée elle-même pour transporter les pierres et le sable devant servir à la construction d'un centre de santé, etc...

Cette participation à l'exécution des travaux communautaires exige une organisation et un règlement stricts mais, en fait, la participation ne doit pas s'arrêter à ce niveau. Les populations doivent absolument participer à l'élaboration des projets de développement, aux décisions qui sont prises et à l'évaluation des résultats. Il appartient donc au comité de l'association ou du groupement d'élaborer les mécanismes de cette participation.

Participer à l'élaboration des projets signifie que les populations doivent être responsabilisées pour identifier, préparer et réaliser un projet: c'est les consulter chez elle, c'est organiser des réunions pour demander leurs avis, c'est aussi tenir compte de leurs idées, etc... Participer aux décisions, c'est mettre en place un mécanisme démocratique ou de consultation, de vote interne afin de donner à chacun une égale chance d'être représenté à la décision finale, ou un mécanisme facilitant l'obtention d'un consensus. Enfin, participer à l'évaluation signifie rendre chacun responsable et l'amener à porter un jugement sur la valeur de l'action à laquelle il a lui-même participé ou apprécié la valeur de résultat obtenu sur le terrain (Fernand Vincent, 1987m pp. 10-12).

La participation populaire au processus de développement d'un pays est un problème très important. Elle est nécessaire sinon indispensable pour la réussite des projets et suppose essentiellement :

- a) L'adhésion totale de population;

b) La prise en considération de l'étude du milieu et des besoins des populations concernées;

c) Une certaine décentralisation de la prise de décisions; et

d) Une intégration de l'ensemble des activités de développement de la communauté.

En plus, il existe un certain nombre de "préalables" pour atteindre une participation effective des populations au processus de développement. Il s'agit notamment de l'existence de :

a) L'unité nationale réelle (l'unité rend fort):

b) Une large information:

c) Un dialogue franc et du sommet à la base et vice-versa ainsi que sur le plan horizontal:

d) Des structures permanentes d'organisation, d'évaluation ou de contrôle:

e) Une participation accrue des femmes et des jeunes:

f) Une reconversion de mentalités des dirigeants, des élites et de populations locales : la participation permet de transformer les mentalités traditionnelles en mentalités d'aménagement, de développement (Zaire-Afrique, no. 122, 1978, pp. 79-90).

L'approche recommandée afin de garantir la participation effective de la population au développement repose sur un processus dit d'auto-responsabilité qui commence par une campagne d'animation et de sensibilisation de l'ensemble de cette population qui prend progressivement conscience de ses responsabilités. Ce processus repose selon Fernand Vincent sur la devise suivante : "Partir de ce que le paysan est, de ce qu'il vit, de ce qu'il sait, de ce qu'il fait et de ce qu'il veut". Donc, de cette prise de conscience naît le désir de faire un effort pour sortir de la situation et des difficultés dans lesquelles on est. Dès lors, l'individu ou le groupe va inventer une solution et chercher à organiser le projet qui permettra de réaliser son idée. Le groupe s'organisera pour trouver des moyens nécessaires en comptant d'abord sur le financement local, le travail collectif et individuel de ses membres ou fera appel à l'aide extérieure considérée comme sa troisième main si cela est nécessaire. Le groupe recourra à la formation adéquate pour combler les limites de ses compétences techniques. Il se développera ainsi pour prendre en main sa destinée et celle du village et établira lui-même des règles de fonctionnement qui lui permettra d'autogérer les relations et les conflits qui en résulteraient (Fernand Vincent, *op. cit.*, p. 14).

2. Rôle de la participation populaire dans le processus de développement

Partant des postulats selon lesquels des femmes et des hommes conscients que le développement de leur pays, et de leur communauté en particulier, repose fondamentalement sur leurs initiatives et leurs efforts. Ils entreprennent quotidiennement des projets ou des actions qui donnent naissance à des associations et des groupements dont ils sont effectivement les seuls

responsables. on peut identifier le triple rôle de la participation populaire au processus de développement. Elle est d'abord suscitée :

- a) Pour accroître la productivité du secteur primaire;
- b) Pour améliorer les communications, l'habitat, la vie naturelle; et
- c) Pour créer des emplois dans les secteurs primaire et secondaire de développement du pays ou de la communauté (Albert Meister, *op. cit.*, p. XII).

Les activités de développement dont l'initiative revient aux villageois représentent souvent une tentative de réponse aux besoins essentiels des villages, réponse que les services publics ne sont pas à même de donner. On peut relever que dans nos villages ou régions les ponts et des puits d'eau sont construits ça et là; des jardins et des champs collectifs sont aménagés; des technologies simples ont apparu et des infrastructures collectives notamment les maternités, les centres des soins primaires et d'éducation sont mis sur pied, etc.... Dans une large mesure, tous ces résultats sont obtenus grâce à une prise de conscience populaire suivie d'une volonté populaire de se débrouiller par ses propres moyens et d'assurer sa survie étant donné que le développement est avant tout l'effort d'un groupe qui a décidé de prendre en main son destin (Claude Bobillier, p. 25).

Après cette discussion d'ordre purement conceptuel, passons à l'analyse pratique de quelques expériences zaïroises en la matière.

3. Participation populaire au niveau local

Il s'agit de répondre à la question de savoir comment accroître la participation de la population au niveau local. Fernand Vincent a distingué neuf étapes de la mobilisation d'un groupe local. Cette mobilisation ne se fera jamais de l'extérieur. Ce qu'il faut faire c'est mettre à sa disposition les services dont il aura besoin. La mobilisation est donc l'affaire d'un groupe lui-même: des efforts dont il est capable d'accomplir pour sa propre transformation. Ces étapes sont :

- a) Désir de changement naissant d'abord d'un individu qui perçoit la situation dans laquelle le groupe vit et mesure les efforts de celui-ci pour trouver des solutions;
- b) La capacité de transmission aux autres membres de la collectivité, son inquiétude et sa volonté de changement;
- c) Prise de conscience collective par le groupe de la situation dans laquelle il se trouve et de la nécessité de faire quelque chose pour que cela change;
- d) Passage de la prise de conscience à l'action qui part souvent de quelques individus, surtout les jeunes prenant l'initiative de faire quelque chose;
- e) Faire face aux premières difficultés spécialement techniques (cultures inadaptées au terrain), politiques (les autorités, les élus et anciens voient de mauvais oeil l'échappement du groupe à leur contrôle); financières (manque de fonds suffisants pour financer les investissements indispensables);

f) Demande d'autonomie par le groupe ayant surmonté les difficultés précitées: il cherche à devenir maître de ses propres affaires et s'oppose à ceux qui le dominaient par le passé:

g) Exigence de partage de pouvoir par élection de ses propres délégués dans les organisations paysannes locales. etc....:

h) Cherche à s'approprier les techniques, l'expertise, l'argent et le pouvoir, et changera les attitudes et les hommes qui bloquaient le développement participatif:

i) Union d'autres groupes engagés dans une même démarche: ils s'organiseront peu à peu pour exercer ce que le Président Julius Nyerere a appelé "une pression efficace au niveau national qui est seule capable de créer une action distributive, dirigée contre la pression d'élite" (in discours à la Conférence de FAO, Rome, 13 juillet 1979).

Un des obstacles majeurs à la mobilisation interne d'un groupe local, donc à la participation effective de la population au développement est sa dimension politique pour l'avenir du groupe et du pays surtout dans le tiers-monde où elle ne peut se situer dans une stratégie d'encadrement d'une politique définie par des élites au niveau national car elle est la base d'un réel changement.

Enfin, l'analyse minutieuse de la participation de la population aux projets de développement en général et au Zaïre en particulier et surtout l'effort de répondre à la question de savoir qui fait quoi, quand, comment et pourquoi, nous permet de relever les quatre approches suivantes. La première approche ou démarche, l'idée du projet, la décision de la réaliser et sa réalisation effective proviennent toutes des villageois. Dans la deuxième approche, l'idée du projet provient de l'extérieur mais la décision de le réaliser et sa réalisation dépendent totalement des villageois. Dans la troisième approche de la participation populaire, l'idée du projet et la décision de sa réalisation proviennent de l'extérieur du village alors que la population locale en assume la réalisation et la supervision. Quant à la quatrième approche, l'idée, la décision et la réalisation du projet sont toutes le résultat d'une intervention extérieure.

III. LA REALITE DE LA PARTICIPATION POPULAIRE AU DEVELOPPEMENT DU ZAIRE

Dans ce dernier chapitre de notre exposé, nous allons faire la synthèse de l'expérience zaïroise en matière de la participation populaire au développement à partir de quelques réalisations concrètes dans les régions du Bas-Zaïre, Bandundu et Kivu avec les concours techniques et financier du Gouvernement zaïrois, des organisations non gouvernementales (ONG) et de coopérations étrangères.

1. Présentation sommaire de la République du Zaïre

Située en Afrique centrale, la République du Zaïre, ancienne colonie belge, indépendante depuis le 30 juin 1960, a une superficie de 2 345 000 km² et une population estimée à 35,2 millions d'habitants. Sa densité moyenne est de 15 habitants au km². Avec un taux d'accroissement démographique de 3,1 %, sa population urbaine est d'environ 45 %. Les populations rurales vivent dans les villages groupés ou des hameaux dispersés. Le taux de mortalité infantile est de 107 ‰ et l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans pour les

hommes et 53 ans pour les femmes. Le nombre d'écoliers, d'élèves et d'étudiants en 1988 s'élève à 4.5 millions. En 1988, le Zaïre comptait 79 244 lits d'hôpitaux, un médecin pour 14 800 habitants.

Sur le plan économique, le Zaïre produit et exporte le cuivre, le diamant, le cobalt et le café et importe les machines et équipements, le pétrole, les produits alimentaires et chimiques. Son produit national brut par habitant est d'environ 150 dollars E.-U. en 1988. Son économie est extravertie et dépend excessivement de l'étranger.

Le climat zaïrois est la synthèse des climats du monde tropical, capable d'assurer la culture de toutes les plantes. On a deux saisons : des pluies et sèche.

2. Réalité de la participation populaire au développement du Zaïre

a) Expériences des réalisations dans les régions du Bas-Zaïre et Bandundu

Il s'agit ici de l'analyse de projets réalisés à l'ouest du Zaïre dans le village de Mwala (Bas-Zaïre) et dans les villages de Misimbi et Kikamba (Bandundu) par ou grâce aux concours technique et financier d'une équipe de supervision de l'Etat. L'approche utilisée par les membres de l'équipe consistait d'abord à :

a) Entendre les témoignages des villageois sur leurs problèmes de développement local :

b) De respecter les priorités définies par les populations :

c) De préparer des propositions alternatives pour chacune des priorités dans l'enveloppe prévue par le projet. Ces propositions étaient conçues de façon à associer les paysans aux réalisations :

d) De choisir des techniques adaptées au milieu, de façon à permettre des réalisations similaires dans d'autres paysannats, sans intervention extérieure. En effet, cette action impliquait la connaissance approfondie du milieu, de manière à :

i) respecter le mieux possible les disponibilités de la communauté :

ii) éviter le plus possible les conflits de rapports techniciens/paysans :

iii) mettre en place les moyens techniques qui faciliteraient la prise de décision de la communauté concernée.

Cette approche globale et la recherche permanente d'intégration de l'équipe du projet dans le milieu a conduit à :

a) Comprendre l'importance de la complémentarité des différents aspects du développement (production agricole, hygiène et santé, équipement, etc...);

b) Identifier les blocages et obstacles internes (d'ordre de structures villageoises) et les blocages externes (par exemple les structures mêmes du projet, ses relations avec l'extérieur...).

i) Expérience dans la région du Bas-Zaïre

L'équipe de projet de l'Etat zaïrois était composée :

a) Du Groupe d'économie rurale (GER) représentant le Département (Ministère) du développement rural qui était initialement chargé de l'encadrement permanent des paysans sur place;

b) Du Bureau d'études d'aménagement et d'urbanisme (BEAU) représentant le Département (Ministère) des travaux publics et de l'aménagement du territoire chargé de la coordination des enquêtes et des activités du projet; et

c) De la Jeunesse du mouvement populaire de la révolution parti-Etat (JMPR) chargé spécialement de l'animation.

Ici, l'action était structurée sur un programme d'intervention successives, fixées conformément au calendrier agricole. Trois priorités identifiées et retenues par les paysans notamment l'artisanat, la santé et les activités agricoles ont été réalisées. En ce qui concerne l'artisanat, les objectifs visés étaient de recréer un artisanat adapté au niveau du paysannat du moment (1985), celui existant dans le passé ayant disparu spécialement à cause de l'absence de jeunes artisans; de permettre à quelques jeunes d'entrevoir l'intérêt et les possibilités offertes par ce secteur; de contribuer à la diminution de l'exode rural des jeunes vers la ville par la création d'activités économiques dans le milieu rural. La formation de six jeunes choisis par le "Comité de développement du village" fut assurée pendant une durée de six mois par l'équipe précitée du projet dans les domaines complémentaires retenus à savoir la menuiserie, l'ajustage et la forge ou le travail de forgeron. Cette formation fut assurée dans les ateliers du GER/Mbanza-Ngungu qui possédait d'infrastructures nécessaires pour la pratique. Il n'a pas été possible d'envisager une formation dans le cadre d'écoles professionnelles à cause de sa durée longue (deux ans minimum), de son coût élevé et de faible niveau d'étude de jeunes postulants. Le projet a assuré la prise en charge des bourses de stage de ces jeunes; l'achat d'un complément d'outillage spécifique pour la formation, remis au GER; l'achat de matières premières pour les travaux pratiques; l'encadrement matériel était assuré par la JMPR, membre de l'équipe du projet; et le paiement des honoraires de professeurs etc.... Enfin, le village présentait de réelles possibilités de travail notamment la fabrication de mobilier, la menuiserie, la charpente, l'outillage agricole, la quincaillerie...; mais la contrainte pour les jeunes formés était le manque d'outils et de matières pour débiter leur travail au village. Parallèlement à l'action menée auprès des jeunes, un stage de perfectionnement de trois artisans du paysannat fut organisé pour une durée de quatre mois au Centre de développement communautaire (CEDECO), ONG nationale qui fabriqua des outils locaux demandés.

Ce stage avait deux objectifs notamment :

a) Apprendre aux artisans à construire, à partir de matériaux locaux, des outils agricoles perfectionnés, à les entretenir et à les améliorer; et

b) Leur permettre de faciliter l'introduction de ces techniques auprès de la communauté. Ces stages pris en charge matériellement par le projet ont également été encadrés par la JMPR. Durant le stage, les artisans (menuisier, forgeron, ajusteur) ont réalisé quelques exemplaires de ces outils appropriés le moulin à manioc à pédales, la vanereuse à pédales et la décortiqueuse d'arachides. Le projet avait prévu la mise en place d'un atelier communautaire provisoire au village et la construction d'un atelier pour les chaises, tables, fauteuils, les cercueils. L'achat d'un cercueil nécessitait un déplacement à environ 70 km.

Pour la construction de l'atelier, l'équipe de projet avait arrêté le programme de travail avec le comité du village. Les premiers travaux communautaires furent réalisés en "Salongo" (travaux communautaires organisés et encadrés par la JMPR et consistaient en défrichage d'une aire pour la préparation et la fabrication des briques (travaux effectués par les femmes). En trois semaines, 6,0 briques étaient fabriquées.

Les travaux furent arrêtés à cause de retard dans l'acquisition de moyens financiers provenant de la coopération française au BEAU. De ce retard, on a tiré, l'année suivante, les leçons ci-après :

a) La diminution du dynamisme du comité du village et de la mobilisation communautaire:

b) La perte de la confiance de la communauté envers l'équipe du projet car cette dernière ne respectait plus le contrat sur lequel elle avait tant insisté.

A la reprise effective des travaux, après une série de réunions pour relancer la réalisation de l'atelier, l'attitude du comité du village avait changé. Et, on a assisté à une mise en oeuvre des activités du projet avec moindre participation des villageois. Les femmes ont effectué le défrichage de l'emplacement sans véritable enthousiasme du départ:

c) Les difficultés dans les relations entre les artisans et le comité du village qui ne faisait qu'encaisser le produit de la vente des travaux réalisés par les artisans grâce à l'outillage remis au comité par le projet sans bien rétribuer ceux-ci. L'animation du projet portait sur trois points :

- i) aider le comité et les artisans à calculer le prix de revient et le prix de vente de leur production:
- ii) proposer des solutions afin d'aboutir à un accord précis entre les artisans et le comité: et
- iii) mettre en place un réseau d'approvisionnement en matières premières et de maintenance (remplacement de l'outillage).

On peut noter que tous ces problèmes prouvaient la difficulté pour une communauté de gérer un équipement et constitue une étape nécessaire à une prise en charge effective; et que le choix dans ce domaine, pour le projet, aurait pu être de permettre à quelques artisans de s'installer "à leur compte".

Enfin, après les conflits, les activités continuaient et plusieurs jeunes des paysannats environnants ont demandé et obtenu la possibilité de travailler comme apprentis dans l'atelier.

Pour la santé, quelques essais relatifs à la réalisation de puits ont été faits pour résoudre le problème de l'eau considéré prioritaire par la population compte tenu de la distance très longue à parcourir quotidiennement par les femmes et les jeunes filles représentant ainsi un travail pénible et un temps perdu considérable et des possibilités importantes d'amélioration de conditions de vie par la réalisation des points d'eau potable selon l'enquête menée sur l'hygiène et la santé. Des réunions préalables ont été organisées avec la population pour expliquer la nécessité de procéder aux essais préalables et confirmer les sites retenus avec son accord. Après des essais concluants, l'équipe proposait la réalisation de puits traditionnels en maçonnerie, protégés de dalles en béton avec pompes manuelles va-et-vient robustes permettant l'exhaure de l'eau. La répartition des tâches prévoyait une excavation d'un diamètre de 1,50 m par les paysans et la préparation des briques en terre cuite; et un encadrement assuré par le projet, pour la mise en oeuvre de dalles et pompes, matériaux (dalle, ciment) et matériel (pompe, tuyaux) fournis par le projet. A ce niveau, on a enregistré comme difficultés la prise en charge de cette action par la population à cause des éléments ci-après : a) les femmes n'ont pas été suffisamment associées à celle-ci; b) pas de répartition équilibrée des puits par rapport aux hameaux suite aux insuffisances de sondage lors du projet initial, et c) la nécessité d'une présence d'encadrement lors de la première réalisation. En matière de santé, le choix des activités fut difficile. Mais, compte tenu de la politique nationale en cours, des possibilités du projet et des capacités de la communauté, deux actions furent développées. La mise en place d'un poste de santé retenue a été confiée par le projet et le comité du village OXFAM, ONG internationale opérant dans la région.

La construction à partir des matériaux traditionnels, d'une latrine évitant les sources de pollution directe, certains modèles prévoyant l'utilisation du compost n'ont pas été acceptés par les villageois.

L'analyse de l'approche utilisée était que le projet se présentait toujours aux structures de développement existantes muni d'une analyse et d'une identification des besoins réels et ressentis par la population.

Quant à la satisfaction d'autres besoins identifiés par la population pour l'hygiène notamment la récupération des eaux de pluies à partir de la toiture de la maison avec possibilité de filtrage à partir d'éléments naturels (charbon de bois et sable); la protection de la nourriture contre les vecteurs par la construction de garde-manger grillagés (toile moustiquaire) et le traitement des ordures et des eaux ménagères par enfouissement et compostage associés au potager existant, le projet avait préparé des documents permettant une mise en oeuvre simple et se chargeait d'encadrer les familles décidées à entreprendre l'une ou l'autre de ces activités.

Enfin, pour les activités agricoles, le projet s'est concentré sur l'expérimentation de la technologie appropriée. On avait remis des outils à quelques familles témoins ayant fait l'objet de l'enquête lors d'une séance d'animation et des démonstrations effectuées en présence des villageois qui devaient les utiliser en s'adressant aux familles. Après une année, on avait enregistré une réaction de fierté pour les artisans ayant participé à la réalisation de ces outils. On a aussi noté l'utilisation effective des outils

comme la vanneuse à pédales, la décortiqueuse d'arachide et l'abandon d'autres comme le moulin à manioc à pédales, le semoir et la charroi à roue, etc.... Malgré deux problèmes posés par le moulin à manioc à savoir le refus par des femmes de s'asseoir pour pédaler et le refus par les consommateurs de la farine obtenue considérée comme pas suffisamment fine, certaines familles géraient convenables ces outils et avaient développé une activité de leur location aux autres paysans oubliant qu'ils étaient mis au service de la communauté. Pour l'acquisition de semences améliorées et d'engrais, le projet avait permis, par l'intermédiaire des responsables du comité de village, de faciliter les contacts avec le projet maraîcher français de Mbanza-Ngungu et l'Institut national d'études et de recherches agronomiques (INERA)

ii) Espérance du projet au Bandundu

Partant de l'expérience du projet au Bas-Zaïre au village de Mwala, l'équipe du projet tenait à concentrer les réalisations avec la communauté de deux villages de Misimbi et Kikamba sur la route Kinshasa-Kikwit (environ 500 km de Kinshasa, la capitale du Zaïre).

La santé étant la priorité absolue pour ces deux villages et s'exprimait autour de deux thèmes notamment avoir de l'eau potable au village, et construire un "vrai" dispensaire équipé (médicament) qui permettrait d'assurer les accouchements. La solution intermédiaire, moins coûteuse retenue, permettrait de diminuer la distance d'accès à un point d'eau grâce à l'installation de quelques groupes immergées et d'éviter aussi la zone d'accès la plus pénible constituée par un ravin menant aux sources. Cette amélioration offrait comme avantages le coût de l'installation (pompe et aménagement du captage) à la hauteur des possibilités des communautés: les matériaux et matériels utilisés fabriqués au Zaïre. La construction des dispensaires dont le projet était conçu par le BEAU après contacts avec les techniciens du Département de la santé, de l'OMS et de l'OXFAM qui s'était engagée, à assurer la mise en place et le fonctionnement du projet. Trois objectifs recherchés autour de la réalisation de ce bâtiment étaient l'amélioration des techniques villageoises et des matériaux locaux de construction; la participation de la population à la construction, principalement les maçons, menuisiers et charpentiers; et la démonstration d'une conception de bâtiment adaptée aux conditions physiques du milieu (ensoleillement, pluie, vents dominants, ventilation, protection contre les insectes, etc...). Les villageois, sous la conduite du comité de village, avaient cotisé, acheté et transporté (sur une distance d'environ 5 km) un millier de briques. Les jeunes, organisés pour des actions d'entraide (aide aux personnes âgées, aux malades) assumé les actions relatives à la préparation et l'entretien d'un jardin à proximité du dispensaire pour les besoins quotidiens et la culture de plantes médicinales reconnues.

Dans cette régions, l'équipe du projet a utilisé l'approche méthodique, donc la mise en place d'une action était constamment confrontée aux réalités quotidiennes locales.

iii) Synthèse de la participation des paysans aux choix des réalisations dans les régions du Bas-Zaïre et Bandundu

Une des stratégies de la participation de la population utilisée par l'équipe du projet dans les deux régions consistait aux analyses du milieu à travers les témoignages ou l'écoute des paysans dans l'identification de leurs priorités d'action. Ces analyses ont permis d'identifier les thèses

prioritaires suivant l'outillage agricole, l'artisanat villageois, l'eau, l'hygiène et la santé du milieu, la production et l'évacuation des produits.

Après analyses du milieu, l'équipe du projet passait à la préparation des propositions alternatives dans le but de conduire une discussion-animation avec les populations (paysans). Cette démarche devait déboucher sur les "contrats de réalisation" dans lesquels les tâches de chacun étaient précisées (paysans et équipe du projet). La préparation des propositions consistait à réaliser des documents (plans, maquettes, répartition des tâches, estimation des coûts, etc...) et à préparer le processus d'animation pour maximiser la participation des villageois.

Si les thèmes prioritaires précités définis par les deux communautés (Bas-Zaïre et Bandundu) sont presque identiques, les choix s'exprimaient de manière différente en ce qui concerne les actions à mener. La discussion se déroulait aux villages. Le matériel didactique (maquettes, tableaux des coûts, etc...) préparé par l'équipe du projet permettait d'expliquer en détails les implications de tel ou tel choix notamment en fonction de l'intervention retenue, le coût social y relatif pour les villageois (travaux collectifs, interventions spécialisées, apport financier) et de scénario d'intervention dans le temps selon le calendrier arrêté. Avant de présenter d'autres solutions contraires à celles souhaitées par la population, l'animateur de l'équipe du projet était chargé d'expliquer les implications de ces choix. En ce qui concerne par exemple les contrats de location de tracteurs pour le labour et l'herbage de terrains des paysans, le principe était que les paysans soient présents à ces contacts et s'engagent d'eux mêmes au paiement de la location.

Dans le Bas-Zaïre par exemple, la participation des villageois dans les réalisations du projet consistait à choisir les artisans et les jeunes à former, à réaliser communautairement l'atelier (après discussion détaillée sur le temps nécessaire et l'organisation des tâches), l'organisation de la gestion de l'atelier souhaité par le comité du village.

Une autre stratégie développée sur le terrain pour garantir la participation populaire effective a été la signature d'un contrat avec le comité du village déterminant "qui fait quoi, comment, avec quels moyens (humains, matériels)?" Les paysans après réunions hors présence des techniciens ont décidé de discuter en vue d'aboutir à un accord sur les actions à mener. La réalisation de ces actions impliquait des mises au point entre les villageois et l'équipe du projet afin d'éviter au maximum des blocages éventuels.

b) Expériences de participation populaire dans la région du Kivu

Ici, nous allons présenter l'expérience issue de l'exécution d'un programme multisectoriel choisi par la population et réalisé avec le concours de la Communauté économique européenne (CEE). Le programme Kivu est d'abord un état d'esprit comme aiment à répéter ses promoteurs. Il s'agit d'une approche nouvelle du développement, une mini-révolution tant dans le fond, ses objectifs et dans la manière de l'exécuter. L'approche utilisée par les initiateurs a consisté d'abord à parcourir la région et rencontré tous les acteurs socio-économiques, au premier rang desquels, les paysans eux-mêmes. Ce n'est qu'après avoir écouté, dialogué et dressé l'inventaire des besoins réels de la population que le programme Kivu s'est mis en place. Petitement d'abord, par une multitude de micro projets villageois initiés par les comités

de développement locaux. Cette étape, modeste dans les moyens mais a été fondamentale pour un développement enraciné ou auto-centré. Tremplin mobilisateur, elle a permis d'enlever l'enthousiasme et l'adhésion des populations pour l'ensemble des sous-programmes sectoriels : café, riz, blé, etc....

Les terres du Kivu sont riches et ses populations nombreuses sont laborieuses. En plus, les traditions coopératives y sont bien implantées et le travail organisé collectivement considéré comme normal. Mais la détérioration des infrastructures, et surtout l'importante poussée démographique, mettent en péril le fragile équilibre entre la terre et les hommes. C'est pourquoi quelques objectifs de ce programme visant la contribution à l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration des communications, l'approvisionnement en énergie et en eau potable grâce à une mobilisation consistante de la population concernée.

En 1987, une épidémie de choléra révèle aux habitants de la localité de Kavumbu, zone de Kabare, le manque d'hygiène : il n'y a ni maternité, ni dispensaire, ni même d'eau potable. Un comité de santé se crée; les femmes, en son sein, réunies en commission, retroussent les manches ou réalisent les travaux collectifs appelés "Salongo" et se lancent dans les travaux d'adduction d'eau. Mais il faut des plans et une organisation.

L'Association pour le développement intégré du Kivu (ADI-KIVU), une organisation non gouvernementale local (ONG) dynamique et bien implantée, appuie l'initiative, s'adresse au Programme Kivu qui finance l'étude technique préalable. Finalement, l'adduction d'eau sera réalisée par la population avec l'assistance d'une ONG européenne, la maternité et le dispensaire avec l'appui financier du PK de la CEE. Les travaux ont été réalisés par les équipes de Salongo : les hommes ont creusé les fondations, les femmes et les jeunes sont allés chercher des pierres dans les collines, les plus âgées ont puisé de l'eau et préparé le sorgho pour les travailleurs bénévoles, des commerçants ont même prêté leurs camions pour acheminer les matériaux de construction sur le site. La commission des femmes a collecté les cotisations auprès de 30 000 habitants de la zone. Cette modeste cotisation (50 zaires par adulte) est importante car la règle imposée par le programme Kivu selon laquelle "aide-toi et le programme Kivu t'aidera" stipule que les populations doivent participer pour un tiers à la réalisation du projet : un travail bénévole mais aussi sous forme de cotisation.

Dans cette approche, la participation de la population est due en bonne partie à la présence et à l'engagement d'ADI-KIVU. Car dans chacune des micro-réalisations villageoises, la CEE s'est assurée un partenariat local : ONG, Comité villageois, mission confessionnelle, coopérative de production, association laïque, leader économique connu pour son engagement, reconnu pour son action dans le développement local et jouissant de la confiance de la population.

Ce partenaire constitue la condition sine qua non de l'engagement du programme Kivu dans une micro-réalisation (56 en 1988 pour 2,2 millions d'ECU). L'autre condition obligatoire reste la participation des populations à concurrence d'un tiers du coût total du projet qui, en aucun cas, ne peut excéder 100 000 ECU (coût de l'adduction d'eau de Burhale).

Des micro-réalisations constituent une approche intéressante à cause de la dynamique nouvelle qu'elles créent. On note que du nord au sud du Kivu

montagneux, des localités, des comités villageois voient que leur volonté et leur travail débouchent rapidement sur des réalisations concrètes dont ils mesurent l'utilisation dans leur vécu quotidien. Ainsi, peu à peu, un état d'esprit, basé sur la coopération et la complémentarité a enclenché un véritable processus de développement.

Enfin, pour être plus efficace, l'approche du Programme Kivu/CEE mettant l'accent sur la participation directe de la population en collaboration des ONG opérant sur le terrain, n'a pas négligé le rôle des autorités nationales et locales. Le gouvernement zaïrois a une responsabilité vis-à-vis du Programme Kivu car son rôle est de soutenir l'initiative privée. Pour que les initiatives prises dans le cadre du Programme Kivu participent au développement global et s'insèrent dans une perspective cohérente, il a été créé un Comité interdépartemental de suivi (CIS). Le Comité interdépartemental de suivi est composé de représentants de cinq départements, ministères directement concernés par le Programme Kivu à savoir : le plan, les finances, l'agriculture, le développement rural, l'environnement et la conservation de la nature. Il est chargé d'assurer l'orientation, la coordination, le contrôle et l'évaluation de toutes les actions entreprises dans le cadre du Programme Kivu. Il délibère et décide de l'allocation des fonds proposée par l'équipe d'animation du Programme Kivu et constitue en quelque sorte la conscience populaire de celui-ci.

L'expérience du Programme Kivu a été une réussite à cause de l'environnement socio-culturel favorable aux actions de développement amorcées. La conscience populaire existante y a été d'un apport non négligeable.

Notons que le programme Kivu consistait à apporter un appui à la population dans la réalisation des projets qu'elle a défini elle-même. Le principe est que rien ne peut se faire en dehors de la demande ou des priorités déterminées par la population.

Enfin, quelques problèmes rencontrés sur le terrain sont :

a) Insuffisance de la contribution surtout financière de la population à cause de leur revenu trop faible (mais le Programme Kivu a été obligé de ne pas considérer le principe d'un tiers de contribution populaire locale préalablement exigée);

b) Mobilisation insuffisante de la population malgré toutes les assurances données par l'interface social regroupant les comités de villages;

c) Manque d'interface technique valable causant un retard dans l'exécution de beaucoup de projets arrêtés par la population;

d) Frustration de l'administration locale qui estime que le Programme Kivu a fait des choses qu'elle devrait faire. Mais pour résoudre ce problème, on a associé l'administration locale qui exige d'être responsabilisée malgré qu'elle ne peut garantir une bonne gestion de ces projets;

e) Incompréhension de quelques ONG voulant à tout prix contrôler certains projets où elles agissaient comme interfaces techniques.

Dans l'ensemble, l'approche mise en place par le Programme Kivu est très valable et pertinente à cause de bons résultats enregistrés et l'engouement de la population.

IV. CONCLUSION

En guise de conclusion, nous devons noter qu'après beaucoup de discours et de déclarations sur la participation populaire au développement, passer à l'action semble toujours poser des problèmes sérieux considérant la rareté des réalisations et le hiatus persistant toujours entre les déclarations et la pratique.

En effet, il nous faut reconnaître la primauté à accorder aux initiatives locales de développement dans la mise en oeuvre d'un développement autocentré. La participation populaire suppose une intervention effective et complète de la population dans tout le processus de la prise de décisions relatives à la planification et l'organisation de sa communauté. La population constitue donc une des ressources indispensables à la réalisation du développement d'un pays en général et d'une localité en particulier.

Certes, la volonté de promouvoir des actions de développement à partir de la prise de conscience et les activités et initiatives des groupements à la base demande évidemment beaucoup de retenue pour ne pas s'imposer au groupe et bloquer ainsi sa participation effective. La participation populaire au développement étant une conversion de mentalités pendant que le groupe prend lentement conscience de son existence, cette volonté demande aussi de la patience, analyse ses problèmes et décide d'agir avant de passer effectivement à l'action. Au Zaïre, cette attitude (attentisme rencontrée au Bas-Zaïre peut être considérée en termes de mentalité d'assisté, très différente de celle rencontrée au Bandundu. Une hypothèse d'explication tient à l'histoire, où la présence coloniale au Bandundu était très peu ressentie (seulement la mission religieuse et société des Plantations lever au Zaïre). Par contre, au Bas-Zaïre elle était bien présente avec les investissements des colons, une attitude de l'administration et des services techniques qui n'admettait pas la possibilité que les initiatives paysannes puissent exister et plus tard l'introduction de quelques projets subventionnés suivie par promesses des hommes politiques, jamais réalisées a renforcé cette attitude.

Considérant quelques succès et échecs enregistrés dans les projets réalisés dans les régions zaïroises précitées, on peut tirer certaines leçons et observations suivantes :

- a) Certains villages du Zaïre sont en pleine mutation ou en plein changement, provoqué par la transition entre la traditionnalité et la modernité;
- b) Les projets de développement rural ou local doivent absolument tenir compte des structures villageoises existantes, des valeurs socio-culturelles et surtout des besoins des bénéficiaires tels que ces derniers les définissent;
- c) Le dialogue entre les bénéficiaires et intervenant extérieurs est d'importance capitale;
- d) Le développement réel est le résultat d'efforts conjugués ou combinés des villageois et des partenaires extérieurs.
- e) Plus de degré de participation populaire est élevé, plus les chances de succès de projets de développement rural augmentent;

f) La participation populaire est le résultat d'une prise de conscience populaire suivie d'une volonté farouche de se débrouiller par ses moyens afin d'assurer sa survie;

g) Une société fortement hiérarchisée tend à freiner la participation populaire, tant au niveau de prise de décision qu'aux actions de développement;

h) La participation de toutes les forces vives ou tous les groupes sociaux du village y compris les femmes et les jeunes est indispensable à toutes les étapes d'un projet de développement;

i) Les activités de développement rural doivent être suivies et contrôlées par les villageois qui les avaient choisies et qui sont rendus compétents, responsables et autonomes par l'information et la formation;

j) L'assistance extérieure nécessaire ne doit représenter qu'un apport supplétive et non un moteur et son rôle doit être spécifié clairement avant le démarrage du projet.

En plus, on doit reconnaître que la réalisation de la participation populaire effective au développement exige que toutes les priorités de ce dernier doivent être définies au village par les villageois eux-mêmes, le rôle de l'Etat étant d'inciter et non de confisquer ces priorités. De toutes les formes de participation qu'on peut relever notamment la participation à l'éducation, à la recherche (étude de milieu par exemple), à la santé, au financement des projets, la participation à la planification reste fondamentale. C'est elle qui englobe les autres formes mais pour être efficace, elle doit être populaire, donc soumise à une publicité intense et doit cesser d'être l'apanage de quelques techniciens ou planificateurs centraux et régionaux. La participation à la planification doit s'exercer davantage au niveau local afin de mieux concrétiser les effets favorables du plan de développement économique et social du pays. C'est au niveau local ou de la base qu'elle permet à l'homme ou au peuple de se libérer à partir de projets identifiés souhaités et choisis par lui-même sans imposition de l'extérieur.

Enfin, terminons par relever que le rôle de l'Etat et organismes internationaux est d'inciter ou d'aider à la mise en place de structures de participation au niveau local. Le critère de choix de projet de développement doit être le degré de participation de la population. L'aide nationale ou internationale doit s'adapter aux aspirations des populations locales concernées. Mais, on est tenté de conclure que le niveau de participation étant basé sur le niveau de formation, et de capacité de compréhension de la population, cet obstacle interne pourrait être minimisé en dispensant à celle-ci des informations, et de la formation sans oublier son encadrement adéquat par les animateurs ruraux afin d'augmenter sa participation au processus de développement de son pays en général et de sa communauté en particulier.